

Sous-alimentation infantile dans les pays en développement

La sous-alimentation, qui cause 3,1 millions de décès infantiles par an, est la première cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Les ONG ont fait pression afin que la lutte contre la sous-alimentation infantile et la garantie d'un accès universel à une alimentation adéquate et nutritive continuent à figurer parmi les objectifs prioritaires du programme post-2015 des objectifs du Millénaire pour le développement, tant pour l'UE que pour l'ensemble de la communauté internationale.

L'[Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#) (FAO) définit la **sous-alimentation** comme étant le "résultat de la sous-alimentation et/ou d'une mauvaise assimilation et/ou mauvaise utilisation biologique des nutriments consommés par suite de maladies infectieuses répétées. Se réfère aux rapports insuffisants poids/âge, taille/âge, et poids/taille, ainsi qu'aux carences en vitamines et minéraux (carences en micronutriments)." La sous-alimentation n'est que l'un des [problèmes causés par la faim dans le monde](#) auxquels s'attaque le programme alimentaire mondial; ces problèmes comprennent également la dénutrition ou faim chronique, la malnutrition et [l'insécurité alimentaire](#). La Commission européenne estime que la sous-alimentation infantile est souvent liée à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté des ménages, à des soins et à des habitudes alimentaires inadaptés, à l'insalubrité des logements et à l'insuffisance des services de santé.

Situation actuelle

Selon les [statistiques du PAM](#) de 2014, 805 millions de personnes dans le monde n'ont pas une alimentation suffisante pour une vie saine et active; cela représente à peu près un habitant de la Terre sur neuf. La grande majorité de la population mondiale qui souffre de la faim vit dans des pays en développement, où 13,5 % de la population est sous-alimentée. L'Asie est le continent qui souffre le plus de la faim, laquelle touche les deux tiers de l'ensemble de ses habitants. Le pourcentage a baissé ces dernières années en Asie du Sud mais il a légèrement augmenté en Asie de l'Ouest. L'Afrique subsaharienne est la région qui affiche la plus haute prévalence de la faim (en proportion de la population). Une personne sur quatre y est victime de dénutrition. La mauvaise alimentation cause près de la moitié (45 %) des décès d'enfants de moins de cinq ans, soit 3,1 millions d'enfants chaque année. Un enfant sur six (environ 100 millions) souffre d'insuffisance pondérale dans les pays en développement. Un enfant sur quatre a un retard de croissance dans le monde et dans les pays en développement, cette proportion peut passer à un sur trois. Dans le monde en développement, 66 millions d'enfants ayant l'âge de fréquenter l'enseignement primaire ont faim en classe, dont 23 millions rien qu'en Afrique. L'[Unicef](#) souligne que le phénomène de la **sous-alimentation** va bien au-delà des crises qui font les grands titres: le retard de croissance touche 165 millions d'enfants de moins de cinq ans et enferme les victimes dans un cycle de mauvaise alimentation, de maladie, de pauvreté et d'inégalité qui dure toute la vie. Selon un [récent rapport de la Banque mondiale](#), l'une des raisons de la faiblesse des progrès par rapport à certains des [Objectifs du Millénaire pour le développement](#) (OMD) des Nations unies était l'absence chronique d'investissement dans l'alimentation, qu'il y avait donc lieu d'aborder dans le [programme de l'après-2015](#). La campagne mondiale [Génération Nutrition](#) estime que les gouvernements et les acteurs internationaux s'aperçoivent de plus en plus qu'une bonne alimentation est un préalable à la réalisation d'une vaste gamme d'objectifs dans le domaine du développement.

Solutions possibles

Selon le programme alimentaire mondial, 2,5 milliards d'euros sont nécessaires chaque année pour aider l'ensemble des 66 millions d'enfants en âge scolaire qui souffrent de la faim dans les pays en développement. Le programme alimentaire mondial souligne également que, si les femmes agriculteurs avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de victimes de la faim dans le monde

pourrait être réduit à concurrence de 150 millions de personnes. Une récente [synthèse](#) de l'[Institut international de recherche sur les politiques alimentaires](#) souligne la nécessité d'une stratégie globale pour résoudre le problème, qui doit comprendre des actions concrètes, l'amélioration des revenus nationaux et de la démocratie, un accroissement des ressources et la volonté politique d'investir dans la santé, dans l'éducation et le statut des femmes et dans la disponibilité alimentaire. La [Commission européenne](#) estime que le soutien aux petites exploitations agricoles est de nature tant à améliorer l'accès des populations rurales et urbaines pauvres à des aliments nourrissants qu'à avoir une incidence positive sur les moyens de subsistance des populations. Une proposition de résolution déposée par Linda McAvan (S&D, Royaume-Uni) au nom de la commission du développement pour la session plénière de novembre II invite tous les acteurs de l'Union européenne et internationaux à mobiliser des investissements financiers à long terme et des financements novateurs pour l'alimentation, qui devrait être l'un des principaux défis du programme d'OMD pour l'après-2015.